

Dans les pays de l'Est

Dubcek prisonnier

La fin de Radio-Prague

MARCRÉDI, en fin d'après-midi, les meilleurs officiels des pays de l'Est avaient tous fait connaître leur sentiment au sujet du coup de force dont la Tchécoslovaquie avait été le théâtre la nuit précédente. Tous, à l'exception du gouvernement hongrois...

Ces sentiments sont, faut-il le dire, fort partagés, selon que Moscou inspire à ses partenaires confiance ou répulsion. En Bulgarie, en Pologne et Allemagne de l'Est on répète volontiers que le maintien de la paix était au prix d'une intervention, tandis qu'à Bucarest, M. Ceausescu parle « d'un épisode scandaleux de l'histoire du mouvement socialiste » et qu'à Belgrade, le maréchal Tito prévoit que « ces mesures auront des effets très négatifs sur le mouvement révolutionnaire dans le monde entier ».

En Bulgarie et en Pologne

Les journaux bulgares, qui ont été mis en vente avec un certain retard, mercredi matin, dans les rues de Sofia, ont annoncé la nouvelle de l'aide soviétique à la Tchécoslovaquie dans des termes semblables à ceux des textes publiés dans les autres capitales communistes d'Europe orientale, annonce le correspondant de l'agence Tchéco.

Le « Rabinotchni Delo », organe officiel du P.C., a publié en première page une dépêche de l'agence télégraphique bulgare B.T.A., qui déclare que les dirigeants du Parti et du gouvernement de la République socialiste de Tchécoslovaquie ont adressé un appel à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes lui demandant d'apporter une assistance immédiate au peuple frère tchécoslovaque, y compris une assistance militaire.

La dépêche de l'agence B.T.A. ne précise pas si les dirigeants qui ont demandé une telle assistance.

Quant à Radio-Varsovie, elle a diffusé une déclaration du gouvernement polonais, déclarant que le gouvernement soviétique, disant que les forces du pacte de Varsovie avaient pénétré en Tchécoslovaquie pour éliminer une menace contre le socialisme.

Dubcek mis en cause en Allemagne de l'Est

L'agence A.D.N. a publié une déclaration disant que des personnalités du Parti et du gouvernement tchécoslovaque ont commencé à mener une lutte ouverte contre les activités contre-révolutionnaires et avaient demandé l'aide des autres pays du pacte de Varsovie, y compris pour l'aide militaire.

La déclaration est-allemande rappelle d'autre part que la délégation du P.C. tchécoslovaque à Bratislava « était expressément engagée à garantir immédiatement les garanties nécessaires pour le cours à suivre par le Parti et l'Etat qui serait dans l'intérêt du peuple tchécoslovaque ».

Mais, heureusement, ajoute la déclaration, un groupe dans la présidence du Parti dirigé par Alexandre Dubcek n'a non seulement rien fait pour prendre les mesures nécessaires, mais il a encore encouragé les tendances vers la droite. Ce groupe n'a pas hésité de feindre publiquement son plein accord avec les décisions de Bratislava, mais il s, en même temps, laisse le champ libre aux forces anti-socialistes pour poursuivre une campagne perdue contre les résultats de Bratislava.

Cette déclaration ajoute que M. Walter Ulbricht, chef du P.C. allemand, avait insisté sur l'application des accords de Bratislava par les Tchécoslovaques au cours des discussions de Karlovy Vary la semaine dernière.

« Mais, poursuit le texte, la délégation du Parti communiste a refusé obstinément de comprendre que les accords de la conférence de Bratislava sont destinés aussi bien à la lutte contre les forces anti-socialistes et anti-révolutionnaires que contre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise ».

Indignation et inquiétude en Yougoslavie

Dans un communiqué publié à Belgrade, le maréchal Tito, chef de l'Etat yougoslave, a exprimé

Tout un réseau de postes clandestins s'est bientôt fait entendre, continuant de tenir la population au courant de la situation et invitant les troupes d'occupation à se rendre compte par elles-mêmes qu'il n'existe aucune menace de contre-révolution.

Ils ont annoncé que M. Alexandre Dubcek, le président de l'Assemblée nationale, M. Josef Šmirkovsky et les membres du Présidium, Josef Spacek et Frantisek Kriegel, étaient prisonniers de paraspécialistes au siège du Comité central du parti, sur les rives de la Moldau. Un autre membre progressiste du Présidium-M. Cestmir Cisar, secrétaire du P.C., a été conduit au siège de la police, où il est également prisonnier. Avant d'être réduits à l'impuissance, les membres du Présidium du P.C. tchécoslovaque avaient fait une démarche auprès de l'ambassadeur soviétique, M. Tchervonenko, « afin d'établir des contacts et de discuter d'une liberté de mouvement possible en vue d'entretiens avec le gouvernement et le Président de la République ».

Ce dernier, M. Svoboda, se trouve au château de Prague, qui est cerné par des blindés et des fantassins soviétiques.

« Pendant que je me trouvais à Prague et au cours de nos entretiens avec les dirigeants tchécoslovaques, avec en tête M. Dubcek, j'ai acquis la conviction qu'il avait été décidé de prévenir toute tentative des éléments anti-socialistes d'entraver le progrès normal de la démocratie et du socialisme en Tchécoslovaquie », a dit encore le président Tito.

Répondant ensuite aux questions du recteur de l'agence Tanjoug, le maréchal Tito a précisé qu'une session du présidium de la ligue des communistes yougoslaves serait réunie le jour même et que la tentative des éléments anti-socialistes d'entraver le progrès normal de la démocratie et du socialisme en Tchécoslovaquie que nos problèmes intérieurs ».

« Je pense, — et c'est également l'avis des autres camarades du présidium, — que chez nous nous devons préserver la paix et le calme et que, par conséquent, nous ne devons tolérer aucune démonstration ni aucune provocation », a déclaré enfin le maréchal Tito. Notre classe ouvrière et notre peuple, dans leur ensemble, ont en effet de nombreuses autres possibilités pour exprimer leur indignation contre les événements en Tchécoslovaquie, y compris pour assister au procès du maréchal Tito devant faire, en outre, une déclaration devant le présidium et le Comité central de la Ligue des communistes yougoslaves, à leur prochaine résidence d'été à Briuni, mercredi soir.

Un épisode scandaleux, déclare M. Ceausescu

« Le Comité central du Parti communiste roumain et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie ont été convoqués au cours de la journée du 21 août 1968 dans une séance commune », annonce un communiqué de l'agence soviétique « Agence », « au sujet de la situation créée par la pénétration d'armées étrangères sur le territoire de la République socialiste de Tchécoslovaquie ».

Selon une émission du correspondant de la radio tchécoslovaque à Bucarest, M. Ceausescu, chef de l'Etat et du parti communiste roumain, a marqué son soutien total à la Tchécoslovaquie, à l'issue de cette réunion commune. Il a dit que les Tchécoslovaques soient des contre-révolutionnaires, observant qu'on pourrait en dire autant, demain, des Roumains. Le pays, a-t-il ajouté, ne permettra à personne de porter atteinte à sa souveraineté. Il a d'ailleurs dit sa conviction que les Partis communistes viendraient à bout de cet épisode scandaleux de l'histoire du mouvement socialiste.

Le Comité central a décidé des mesures de défense supplémentaires aux frontières du territoire roumain.

Tout un réseau de postes clandestins s'est bientôt fait entendre, continuant de tenir la population au courant de la situation et invitant les troupes d'occupation à se rendre compte par elles-mêmes qu'il n'existe aucune menace de contre-révolution.

Ils ont annoncé que M. Alexandre Dubcek, le président de l'Assemblée nationale, M. Josef Šmirkovsky et les membres du Présidium, Josef Spacek et Frantisek Kriegel, étaient prisonniers de paraspécialistes au siège du Comité central du parti, sur les rives de la Moldau. Un autre membre progressiste du Présidium-M. Cestmir Cisar, secrétaire du P.C., a été conduit au siège de la police, où il est également prisonnier. Avant d'être réduits à l'impuissance, les membres du Présidium du P.C. tchécoslovaque avaient fait une démarche auprès de l'ambassadeur soviétique, M. Tchervonenko, « afin d'établir des contacts et de discuter d'une liberté de mouvement possible en vue d'entretiens avec le gouvernement et le Président de la République ».

Ce dernier, M. Svoboda, se trouve au château de Prague, qui est cerné par des blindés et des fantassins soviétiques.

Comme en 1939

A midi, conformément aux consignes lancées par Radio-Prague, les Pragois ont arrêté le travail pendant une minute et les automobilistes ont actionné leurs avertisseurs, en signe de solidarité pour M. Dubcek et de protestation contre l'intervention des troupes étrangères.

Radio-Prague a annoncé la démission de M. Kossyguine et du maréchal Gretchko

La nouvelle a été démentie à Moscou

La Radio de Prague a interrompu ses émissions dans la matinée de mercredi pour annoncer que M. Alexis Kossyguine et le maréchal Andreï Gretchko avaient démissionné de leurs fonctions pour protester contre l'intervention militaire en Tchécoslovaquie.

Bien qu'un porte-parole du ministère des Affaires étrangères d'U.R.S.S. ait déclaré « qu'il n'était pas au courant », la nouvelle a été démentie à Moscou.

Entre 11 h et 11 h 30, une dizaine d'ambulances sont arrivées devant le bâtiment de Radio-Prague, où un char soviétique était en flammes. Des soldats s'efforçaient d'éteindre le feu avec des vêtements donnés par des civils.

Juste auparavant, les troupes soviétiques avaient ouvert le feu avec des armes légères pendant une période de cinq minutes. Dans l'une des rues latérales, proches de l'immeuble de la radio, un jeune homme a été atteint d'une balle dans la dos.

A 12 h 20, on apercevait par la fenêtre de l'agence C.T.K. un char incendié. Par la suite, la fusillade augmenta d'intensité, ponctuée de coups de canon, apparemment tirés par un char. Plus tard, plusieurs Tchèques tentèrent de s'opposer à la progression des chars soviétiques en direction de l'immeuble de la radio d'Etat, faisant un rempart de leur corps. Les troupes d'occupation gémissant dans le bâtiment de Radio-Prague a annoncé qu'elle cessait d'émettre après avoir diffusé l'hymne national.

Le communisme éclate

Si les P.C. des pays alliés au Pacte de Varsovie approuvent, dans des déclarations similaires, l'action militaire entreprise pour écarter la menace que les « contre-révolutionnaires » font peser sur l'Etat socialiste tchécoslovaque, les P.C. des pays occidentaux la condamnent. A Paris, le bureau du P.C. français a exprimé sa surprise et sa réprobation à la suite de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Même son de cloche du P.C. italien, qui a estimé de son devoir d'exprimer immédiatement son grave dissentiment. A Belgrade, le président Tito, dans une déclaration à l'agence Tanjoug, s'est déclaré préoccupé par l'entrée d'unités militaires en Tchécoslovaquie sans que le gouvernement légal de Prague ait été avisé, et en violation de la souveraineté d'un pays socialiste, « coup grave porté aux forces socialistes et progressistes dans le monde ».

A Bucarest, M. Nicolai Ceausescu, Président de la République et chef du P.C. roumain, a dénoncé la « grave erreur » de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, susceptible de porter préjudice à la paix en Europe et à l'avenir du socialisme. Il a annoncé la formation d'une garde de travailleurs, d'intellectuels et de paysans pour assurer la protection du pays.